



par plus d'adultes, nos élèves fragiles avaient progressé. On va les voir reculer dans la maîtrise de la langue, c'est un crève-cœur », se désole Jean-Luc Boulaye, élu du SNUIPP-FSU, qui enseigne dans une école de ZEP à Montpellier. Même désespoir chez ce professeur des écoles du Doubs : « La scolarisation dès 2 ans et demi booste les résultats futurs des enfants de milieux modestes. Nous sommes souvent les premiers à leur mettre un livre dans les mains et à leur parler français. »

Sarkozy prêt à remettre en cause le dogme du non-remplacement ?

« En matière de suppressions de postes de fonctionnaires, on est maintenant à l'os chez les policiers et les enseignants. » Le constat émane d'un poids lourd du gouvernement et reprend mot pour mot la rhétorique syndicale. Beaucoup dans la majorité ne sont pas loin de le partager, surtout à un an du premier tour de la présidentielle et des législatives. Nicolas Sarkozy est-il prêt pour autant à remettre en cause le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ? Officiellement, ce n'est pas à l'ordre du jour. François Baroin, qui plaide l'inverse lorsqu'il était député, jure aujourd'hui depuis sa tour de Bercy qu'il n'y a aucun débat sur le maintien de cette règle. Officiellement, cela se discute.

Alors que le gouvernement commence à plancher sur le prochain budget – celui de 2012 – plusieurs ministres commencent à tordre le nez. « Dans la police, ce ne sera pas facile d'appliquer le "sur deux", surtout à quelques mois de la présidentielle », lâchait Claude Guéant au JDD lors d'un déplacement dans le Loiret au début du mois. Loyal, Luc Chatel n'ose pas encore dire la même chose. Il est probable qu'il n'en pense pas moins. ●

Dans le Doubs, la colère monte

Reportage 500 parents d'élèves se sont regroupés dans un collectif. Objectif : ne pas fermer 35 classes dans le département

École-Valentin (Doubs)
Correspondance
Thierry Boinet

« On touche à l'avenir de nos enfants, à nos tripes, à ce qu'on a de plus cher. C'est pire que de toucher aux retraites », prévient Laurence Rouaix, représentant des parents d'élèves et maman d'une petite fille de 8 ans en classe de CE2 à École-Valentin, une commune de la banlieue de Besançon. Ce village de 2.400 habitants, à 4 km seulement de la préfecture du Doubs, regroupe depuis 1972 les deux communes d'École et de Valentin. La carte scolaire prévoit la fermeture à la rentrée prochaine de 35 classes dans le département, dont 2 dans cette seule commune. Les effectifs en maternelle et en cours élémentaires passeront ainsi d'une moyenne de 22-23 élèves par classe à 32-33 enfants. « Nous sommes officiellement au-dessus des seuils qui prévoient la fermeture de classes, tant en maternelle qu'en élémentaire, et aujourd'hui, pour justifier cette décision, l'inspection d'académie nous dit que ces seuils étaient fluctuants », déplore Blandine Turqy, l'une des institutrices. Comme ses collègues et les 500 membres du collectif départemental, elle dénonce « des fermetures arbitraires » et « une absence totale de projet éducatif de la part du gouvernement ». « L'avenir des enfants est en jeu, il ne faut pas s'étonner ensuite si certains ne savent pas lire en 6^e », estime Anne-Lyse Pagnot dont la petite dernière est en CE2 au village.

Même le maire, Yves Guyen (UMP) s'est engagé aux côtés des parents d'élèves et des instituteurs. « Je suis conscient que je vais à l'encontre de mon parti, mais le devenir des enfants passe par une bonne éducation et, dans ce cadre, le rôle de la République est très important », confie-t-il. Son but, comme celui du collectif, n'est pas de prendre un poste « au détriment d'une autre commune », mais de faire revenir le ministre de l'Éducation nationale sur sa décision de réduire le nombre de suppressions de postes d'enseignant. Dans le département, les élus locaux sont en train de prendre conscience de l'ampleur de la contestation. Entre les deux tours des cantonales, candidats, conseillers généraux sortants et députés, de droite, de gauche ou des Verts se sont tous déplacés sur le terrain. « Nous n'attendons plus rien

35

classes fermées dans le département

au niveau départemental, l'objectif maintenant est de fédérer au niveau national pour obliger l'Éducation nationale à revoir son budget », tempête Blandine Turqy. Ce qui n'était jusqu'alors qu'une guerre de clochers pourrait bien devenir un enjeu général. « Cela va coûter cher aux élections de 2012 », estime Nathalie Melleres, dont les deux enfants sont scolarisés à École-Valentin. Et à l'évidence, dans le regard de cette maman, la colère n'est pas feinte. ●

« On met en péril le principe d'égalité des chances »

Claude Lellèvre, historien de l'éducation, auteur de *Politiques scolaires mises en examen* (ESF Editeur)



Interview
Anne-Laure Barret

L'école est-elle victime d'une saignée ou d'un simple ajustement des effectifs ?

Si, comme le ministère de l'Éducation nationale, on raisonne en termes de moyenne, si on met en avant le ratio enseignants-élèves, c'est une pente douce. Mais en réalité, après avoir rogné sur les postes qui ne se voyaient pas (remplaçants, formateurs, enseignants spécialisés dans l'aide aux élèves en difficulté), on touche cette année à l'encadrement des élèves. C'est pour cela que les fermetures de classes – et les protestations de parents – se multiplient. Dans un certain nombre d'endroits, on ne descend plus en pente douce mais on tombe d'une marche dans l'escalier. La droite est en train de revenir sur les efforts accomplis par la gauche dans les années 1990 pour revaloriser l'enseignement primaire.

Les mobilisations actuelles sont-elles inédites ?

Il y a toujours eu des vagues de protestation en milieu rural. Les plus fortes ont eu lieu à la fin des années 1950-1960, quand les campagnes se sont vidées de leurs habitants. Les élus locaux, les parents et les enseignants se sont battus contre les regroupements d'écoles. Cette fois-ci, les mobilisations sont causées par une diminution des moyens qui était passée inaperçue au moment du vote du budget. Quand un village perd un poste d'enseignant, son école est menacée et le spectre de la désertification, de la disparition du service public refait surface. Autre fait inédit : ces mobilisations touchent les quartiers sensibles des

villes et des banlieues qui ont le sentiment d'être déshérités.

Le gouvernement accuse les syndicats enseignants de manipuler les parents...

Ils sont plutôt dans un sentiment de résignation après l'échec du mouvement contre la réforme des retraites. Les parents d'élèves, eux, croient peu à une grande mobilisation nationale, mais plutôt à des actions locales musclées.

Ces actions peuvent-elles changer les choses ?

Localement, oui : le rapport de force peut éviter la fermeture d'une classe... au détriment d'un autre territoire pour lequel personne ne se mobilise. Dans le passé, les recteurs faisaient valider leurs décisions concernant la carte scolaire par le ministre. Aujourd'hui, ils sont en première ligne et ne peuvent plus se mettre à l'abri des services nationaux. Autrement dit, ils sont soumis à la pression des élus locaux (députés, sénateurs, présidents de conseils généraux) et un recteur pourra être tenté de renoncer à fermer des classes si un élu de droite le lui demande. La gauche, minoritaire, a moins d'arguments.

Quels sont les effets de cette politique sur l'avenir des élèves ?

L'heure n'est pas encore au démantèlement du système. Mais pour les parents et les enseignants des quartiers sensibles cette politique est un signal désespérant. Alors que toutes les études invitent la France à investir dans son enseignement primaire, on met en péril le principe de l'égalité des chances. ●

« La gauche et les syndicats aiguillonnent les parents »

Alain Marleix, député UMP du Cantal, ancien secrétaire d'État aux Collectivités territoriales

« La rentrée 2011 dans le Cantal ne posera aucun problème. La gauche – qui a pourtant créé une hémorragie dans les écoles rurales sous Jospin – et les syndicats d'enseignants aiguillonnent des parents d'élèves toujours sensibles à la démagogie. La presse régionale relate des manifestations qui rassemblent seulement quelques dizaines de participants. En réalité, un département comme le mien est bien loti avec en moyenne un enseignant pour treize élèves. Certaines écoles rurales tournent avec seulement dix gamins ! C'est une situation unique au monde qui rassure les maires de ces communes mais qui n'est pas forcément idéale dans l'intérêt de l'enfant. La

question des effectifs doit être regardée de près. Tous les enfants inscrits – ceux des familles nomades en particulier – ne vont pas à l'école et tous les enseignants ne sont pas devant les enfants. Rien que dans le Cantal, une centaine d'entre eux sont détachés dans des associations qui font surtout de la politique, dans des collectivités territoriales de gauche ou des amicales laïques. De quel vivier disposerait-on en remettant tous ces gens-là au travail ! J'ai arrangé, avec le ministre de l'Éducation nationale, le recteur et l'inspecteur d'académie, quelques situations qui ne me paraissent pas justifiées : j'ai obtenu – c'est aussi ma mission d'élu local – qu'un certain nombre de classes ne soient pas fermées. Ces postes seront pris sur la masse globale. »

Propos recueillis par A.-L.B.